

Pour publication immédiate

RD Congo : Il faut protéger les civils contre les attaques brutales des rebelles

Les meurtres, enlèvements et pillages perpétrés par l'Armée de Résistance du Seigneur se poursuivent

(New York, le 13 novembre 2008) – Suite à la reprise des attaques menées par l'Armée de Résistance du Seigneur (ARS), le Conseil de sécurité de l'ONU devrait de toute urgence accroître le nombre de Casques bleus afin de contribuer à la protection des civils dans le nord de la République démocratique du Congo, ont déclaré aujourd'hui quatre organisations nationales et internationales de défense des droits humains.

La Commission Justice et Paix de Dungu-Doruma, Enough, Human Rights Watch et Resolve Uganda ont également appelé les Nations unies, les États-Unis, le Royaume-Uni ainsi que les gouvernements de la région à élaborer et à mettre en œuvre une stratégie visant à l'arrestation des dirigeants de l'ARS recherchés par la Cour pénale internationale (CPI).

Rien qu'au cours des deux derniers mois, les combattants de l'ARS auraient tué au moins 10 civils, enlevé des dizaines d'enfants et pillé et incendié un nombre incalculable d'habitations et d'écoles dans le nord-est du Congo. Le 1^{er} novembre 2008, les forces de l'ARS ont attaqué Dungu, la capitale du district du Haut-Uélé, dans la province Orientale. Selon des sources locales, après des combats au cours desquels trois soldats gouvernementaux ont été tués, les combattants de l'ARS ont enlevé au moins 36 garçons et 21 filles.

« Le dirigeant de l'ARS, Joseph Kony, continue d'appliquer sa tactique de brutalités et d'exactions », a dénoncé Georgette Gagnon, directrice à la division Afrique de Human Rights Watch. « Les États-Unis et le Royaume-Uni, ainsi que l'ONU et les gouvernements de la région, devraient œuvrer ensemble activement pour appréhender les responsables de l'ARS recherchés par la CPI. »

Les Casques bleus de l'ONU ont actuellement beaucoup de mal à protéger les civils dans la province du Nord-Kivu, dans l'est du Congo, où les combats entre le dirigeant rebelle Laurent Nkunda et les soldats gouvernementaux et leurs milices alliées ont entraîné le déplacement de 250 000 personnes et provoqué la mort de centaines de civils depuis la fin du mois d'août.

Les Nations unies affirment qu'il y a trop peu de Casques bleus et de ressources logistiques pour protéger les civils. Le 3 octobre, Alan Doss, représentant spécial du secrétaire général de l'ONU au Congo, a demandé des renforts au Conseil de sécurité mais celui-ci n'a pas encore pris de mesures et aucun pays n'a offert de renforts. Certains gouvernements maintiennent que l'ONU dispose déjà d'un nombre adéquat de soldats en RD Congo, et qu'il suffirait de les déployer différemment. La poursuite des enlèvements d'enfants par l'ARS dans le nord-est du Congo ces derniers mois montre que ces Casques bleus sont surchargés, et peinent à remplir leur mission qui est de protéger les civils. Il est extrêmement urgent d'envoyer des soldats aux deux provinces Kivu, ainsi qu'en Province orientale.

Les 19 et 20 octobre, des rebelles de l'ARS ont tué au moins six personnes et en ont enlevé 17 autres pour transporter leur butin. Des jeunes de la localité ont ensuite mis sur pied une unité d'autodéfense pour essayer de refouler le groupe rebelle. Les 17 et 18 septembre, l'ARS a attaqué plusieurs villages simultanément, enlevant au moins 45 enfants à Kiliwa et Duru. Lors de leur incursion dans ces villages, les forces de l'ARS ont tué des dirigeants locaux, pillé et incendié sur leur passage. Recueillir des informations précises sur ces attaques s'est révélé difficile en raison des problèmes d'accès et de sécurité.

La CPI a délivré des mandats d'arrêt à l'encontre de Joseph Kony et d'autres dirigeants de l'Armée de Résistance du Seigneur pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

« Notre peuple vit dans la peur », a déploré l'Abbé Benoît Kinalegu de la Commission Justice et Paix de Dungu/Doruma. « Nos enfants sont la proie des rebelles de l'ARS. »

Les enfants enlevés sont forcés de devenir combattants, et les filles sont obligées de fournir des services sexuels aux combattants qui occupent des postes plus importants.

« L'ARS se livre à de nouveaux enlèvements d'enfants dans le but évident de regarnir ses rangs », a expliqué Michael Poffenberger de Resolve Uganda. « C'est la stratégie qui a été appliquée en Ouganda pendant deux décennies. »

Au mois d'août, 150 Casques bleus de la force de l'ONU au Congo, la MONUC, ainsi que des soldats de l'armée congolaise ont été envoyés dans la province Orientale pour contenir l'ARS et aider à protéger les civils. Selon des sources locales, les 25 et 29 octobre, des affrontements armés opposant l'armée congolaise et l'ARS auraient fait six morts parmi les soldats congolais et trois parmi les combattants de l'ARS.

Quelque 25 000 personnes ont fui leurs habitations suite aux attaques perpétrées en septembre et octobre, et 50 000 autres ont été déplacées lors de l'attaque menée à Dungu. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU, pratiquement toutes les personnes vivant dans une zone du nord-est du Congo de plus de 10 000 kilomètres carrés ont fui car elles craignaient de nouvelles attaques de l'ARS. Les déplacés ont besoin de toute urgence d'un soutien humanitaire pour subvenir à leurs besoins élémentaires.

Le gouvernement ougandais et l'ARS ont négocié un accord de paix au début de l'année 2008 mais Kony ne s'est pas présenté à la cérémonie prévue le 10 avril pour la signature de l'accord. Depuis lors, il a promis plusieurs fois de signer mais il poursuit ses attaques contre les civils.

« Cela fait vingt ans que la communauté internationale manque de stratégie globale pour mettre un terme à l'insurrection de l'ARS », a déclaré John Norris, directeur exécutif du projet Enough. « Si le monde n'agit pas maintenant pour exécuter les mandats de la CPI, la guerre que mène Joseph Kony contre les civils se poursuivra et cette région, déjà fragile, se trouvera davantage encore déstabilisée. »

Contexte

Au cours du conflit qui a éclaté en 1986 dans le nord de l'Ouganda, l'ARS et, dans une

moindre mesure, les forces gouvernementales ougandaises ont commis des violations graves du droit international humanitaire et des principes régissant les droits humains. Les combattants de l'ARS se sont livrés à des meurtres, des enlèvements, des viols et autres lésions corporelles, au recrutement forcé au sein de leurs rangs, ainsi qu'à des pillages généralisés et à la destruction de biens civils. Les soldats des Forces de défense du peuple ougandais (UPDF) se sont rendus responsables d'exécutions extrajudiciaires, de viols, d'actes de torture et de traitements cruels, inhumains et dégradants, ainsi que de détentions arbitraires et de déplacements forcés.

En décembre 2003, le Président ougandais Yoweri Museveni a demandé à la Cour pénale internationale d'ouvrir une enquête sur les crimes commis par l'ARS. Une fois que la CPI exerce une compétence sur des crimes, comme c'est le cas dans le nord de l'Ouganda, elle a le pouvoir d'engager des poursuites contre tout individu, quelle que soit son affiliation, pour les crimes perpétrés. Aux termes de son statut, la CPI est uniquement compétente pour poursuivre les crimes commis après 2002. En juillet 2005, elle a délivré des mandats d'arrêt à l'encontre des cinq plus hauts dirigeants de l'ARS : Joseph Kony, Vincent Otti, Okot Odhiambo, Raska Lukwiya et Dominic Ongwen. Lukwiya a été tué en 2006 et Otti aurait été tué en 2007. La Cour n'a émis aucun mandat à l'encontre de commandants de l'UPDF ou de responsables du gouvernement ougandais.

Pour en savoir plus sur le travail de Human Rights Watch sur la République démocratique du Congo, veuillez suivre le lien :

http://www.hrw.org/doc?t=french_africa&c=congo